

Les sept chemins de l'agriculture à la nutrition et l'autonomisation des femmes: transformations et manipulations d'un modèle graphique

Elisabeth Hofmann et Jean Etienne Bidou, Chaire UNESCO sur la formation de professionnel/-les du développement durable

Selon les estimations les plus récentes (2017) de la FAO, le nombre de personnes souffrant de malnutrition chronique s'élèverait à 815 millions de personnes dans le monde, soit environ une personne sur neuf. Alors que la situation s'améliorait lentement depuis une quinzaine d'années, ces chiffres sont repartis à la hausse. Un des facteurs clés reste la production agricole, mais les causes de la malnutrition sont nombreuses et la complexité des liens entre agriculture et nutrition a donné lieu à leur représentation par des modèles graphiques.

Cependant, ces modèles, comme toute représentation, sont une image partielle et quelquefois partielle de la réalité. S'ils rencontrent du succès, ils peuvent contribuer à influencer les opérateurs, aussi convient-il de les décrypter.

Depuis 2011, la multiplication des modèles exposant les liens entre agriculture et malnutrition s'explique par la situation de tension dans le domaine de l'alimentation mondiale. La place occupée l'autonomisation des femmes mérite cependant l'analyse.

De la production agricole à la nutrition

Pendant deux décennies, la question de la malnutrition, particulièrement celle qui touche les enfants, s'est appuyée sur le cadre conceptuel élaboré par l'Unicef dans les années 1990. La malnutrition infantile y était liée à trois faisceaux de causes sous-jacentes au niveau de la famille : un accès insuffisant aux ressources alimentaires, un défaut de soin aux mères et aux enfants, et des services de santé, d'approvisionnement en eau, d'assainissement inadéquats. Au niveau de la société, l'Unicef donnait une dimension politique à son schéma en soulignant que les attitudes discriminatoires (y compris le statut des femmes) dans certains systèmes politiques, culturels, religieux, économiques, réduisaient l'accès aux ressources et entretenaient la faim.

Depuis, la malnutrition dans le monde diminue mais de façon très insuffisante. On estimait qu'en 2016, 155 millions d'enfants de moins de 5 ans présentaient un retard de croissance, symptôme de malnutrition chronique, en baisse de 42 % par rapport à 1990, assez loin des objectifs du millénaire. Avec la croissance rapide de la population, le nombre d'enfants malnutris a même fortement augmenté dans certains groupes de pays comme en Afrique.

D'autres pays, tels que l'Inde, n'ont réduit que faiblement la prévalence de la malnutrition malgré des circonstances favorables : croissance économique d'un pays émergent, augmentation de la production agricole grâce à la révolution verte. Cette situation paradoxale a été à l'origine d'une étude de l'IFPRI (International Food Policy Research Institute) afin d'explorer les liens causaux encore mal connus au niveau des ménages ruraux entre la production agricole et la nutrition (Headey et al., 2011, Gillespie et al., 2012) ; ils ont été représentés sous la forme de sept chemins, qui s'influencent les uns les autres.

La production agricole du ménage agit directement sur l'alimentation sous la forme de l'autoconsommation (1) ou sous la forme de ventes qui permettront à leur tour d'acheter de la nourriture ou des services qui influencent la nutrition, comme les soins de santé (2). À ce niveau, les prix du marché influencent la nutrition : de nombreux ménages ruraux vendent en période de récolte pour acheter pendant la soudure ; de nombreuses autres variations de prix affectent les ventes ou les achats (3). Beaucoup de petits paysans ne couvrent pas leurs besoins alimentaires par la seule production, ils ont recours à du salariat, à des activités génératrices de revenu, voire la migration afin de couvrir leurs besoins en nourriture ou en soins de santé (4). Parmi ces activités, les auteurs distinguent celles qui sont menées par les femmes, qui peuvent acheter elles-mêmes de la nourriture ou pourvoir aux soins de santé (5). Le temps qu'elles y consacrent et les revenus qu'elles en tirent ont

un impact - potentiellement de manière contraire - sur le temps et le soin qu'elles consacrent à leurs enfants (6). Le travail qu'elles exécutent a également des conséquences sur leur dépense énergétique, et donc sur leur état de santé (7).

Ces chemins s'inscrivent dans le cadre général des moyens d'existence durables (sustainable livelihoods), où des ménages, disposant d'actifs et soumis à un environnement économique, social et environnemental plus ou moins favorable, travaillent pour obtenir des résultats (outcomes): une alimentation correcte des femmes et des enfants. Ce processus est soumis à des facteurs d'inégalité entre ménages - valeur des actifs, accès aux services - générant des résultats inégaux. L'inégalité existe aussi à l'intérieur du ménage, liée entre autres aux discriminations de genre. Les auteurs placent ici aussi la religion, les castes ou ethnies, les effets de l'éducation, bien que ces éléments d'exclusion déterminent plutôt l'inégalité

entre les ménages. Malgré tout, on retrouve là les causes fondamentales de la malnutrition qu'avait relevées l'Unicef en 1990.

Les liens entre production agricole et état nutritionnel des mères et des enfants, parce qu'ils semblaient évidents, et parce qu'ils correspondaient à un angle mort entre les champs disciplinaires de l'agronomie, de l'économie rurale et de la nutrition, étaient assez peu étudiés. Actuellement, la nature et l'importance de ces liens est évidemment très inégale, mais surtout mal évaluée (Gillespie et al., 2012).

Transformations

Très rapidement, ce schéma est repris par un grand nombre d'organisations, mais transformé suivant leurs besoins, et manipulé selon leurs idéologies. On peut distinguer trois sortes de modifications.

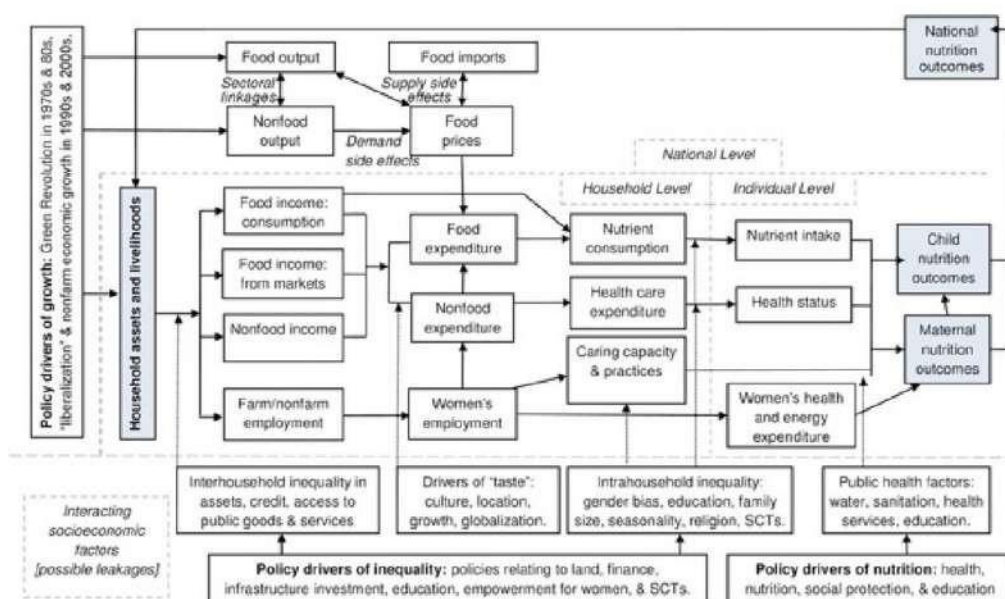


Figure 1: le schéma original Headey and al., 2011

La question des inégalités sociales

Le cadre macroéconomique disparaît fréquemment ne laissant que les liens logiques entre agriculture et nutrition. Il peut être éventuellement remplacé par un petit encadré exprimant ce que peut être un environnement favorable à la nutrition (Herforth and al., 2015), mais il ne concerne guère la pauvreté et les inégalités sociales. Pourtant, les concepteurs du schéma originel sont clairs : l'inégalité fait partie des causes fondamentales et elle est liée aux politiques de libéralisation des années 90 qui l'ont amplifiée en termes de droits fonciers, de finance, d'éducation ou concernant les femmes. De la même façon, le maintien de la malnutrition à des niveaux élevés est liée, du fait d'un accès à l'eau insuffisant, d'un encadrement sanitaire déficient, du recul de l'État dans le domaine des politiques de santé, de protection sociale. Le schéma, débarrassé de sa critique politique et sociale, se retrouve sur les rapports des organisations internationales comme la Banque Mondiale, mais aussi dans les projets soutenus par les États-Unis : Feed the Future ou Spring.

Les micronutriments et la voie génétique

Le deuxième type d'altération du schéma originel a pour but d'introduire la question des micronutriments, longtemps négligée par les efforts d'amélioration de la production agricole, mais responsable de la « faim invisible » aux impacts à long terme mais souvent graves. La voie classique pour lutter contre ces carences est la diversification de l'alimentation grâce aux jardins et vergers familiaux. La biofortification, voie plus récente faisant appel à l'hybridation et aux approches transgéniques, a créé et diffusé des patates douces oranges enrichies en vitamine A, des maïs, des riz.

Désormais la biofortification, souvent liée dans son argumentaire à la pauvreté et à la saisonnalité des régimes alimentaires, a trouvé sa place sur le schéma (Pandey et al., 2016). Ce développement n'est pas inattendu : la recherche génétique ayant été à la base de la révolution verte, il n'est guère surprenant que le développement des OGM en fasse désormais partie. L'article cité est un résultat

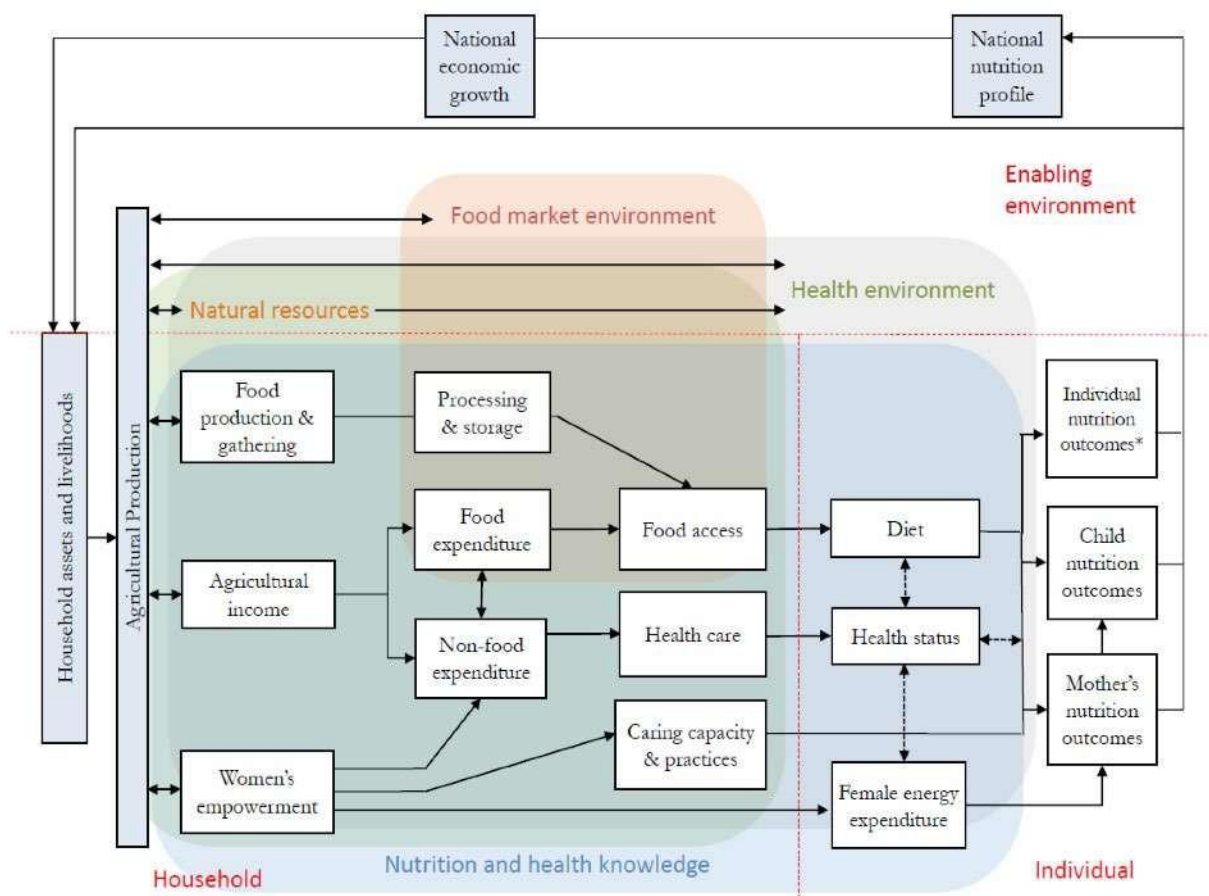


Figure 2 : La première version du diagramme avec empowerment, Herforth and Harris 2014

de travaux financés par la fondation Melinda et Bill Gates, très active dans ce domaine. Cette approche qui privilégie une solution miracle – celle de quelques variétés génétiquement modifiées – à un problème vaste et complexe – celui de la faim dans le monde – a été critiqué (Brooks et al., 2009 par exemple).

L’empowerment des femmes

L’autonomisation des femmes apparaît dans le schéma assez rapidement, notamment à travers la variante de Herforth (diffusées en deux versions distinctes) alors que les premiers auteurs n’avaient envisagé que les activités génératrices de revenus des femmes, qu’il s’agisse de salariat ou d’autres. Cet affichage peut être reçu comme une prise en compte plus large des femmes, avec – dans sa deuxième version – une mise en relief (en bleu) des chemins qui passent par l’autonomisation des femmes alimentant tous les liens qui mènent vers la nutrition des mères et des enfants.

Les auteurs du schéma originel avaient pris une autre option : l’autonomisation des femmes n’était pas spécifiquement nommée, mais leur rôle est bien compris dans les prises de décision concernant l’allocation des ressources du ménage, même si cela est plus explicite dans le texte de l’article que dans le schéma qui l’accompagne. Ce nouveau schéma cultive donc l’ambiguïté sur le rôle des femmes dans le ménage : d’un côté

la Banque mondiale et, de façon générale, les institutions internationales affirment appuyer le pouvoir décisionnel des femmes et leur contrôle des ressources économiques (par exemple « Voice and Agency », rapport de la BM de 2014), de l’autre elles donnent à l’autonomisation son périmètre minimal, bien en deçà des défis auxquels font face les femmes des pays en voie de développement.

On retrouve ici le caractère polysémique de l’autonomisation : salué par ses adeptes pour l’accent mis sur la notion de « pouvoir » et sa multi-dimensionnalité, critiqué par d’autres comme Cheval de Troie du néo-libéralisme pour son accent sur l’individu, l’autonomisation est aujourd’hui mobilisée à des fins parfois très éloignées de la vision politique de transformation et justice sociales avec laquelle le mouvement féministe l’avait inscrite dans l’approche de genre bien avant la conférence de Pékin.

Sept chemins : des raccourcis hasardeux ?

Malgré ces mutations, les différentes versions de ces chemins semblent mener à certaines impasses, ou du moins des raccourcis : la multiplicité des rôles des femmes dans le secteur agricole est peu prise en compte et seuls certains types de pouvoir sont pris en compte.

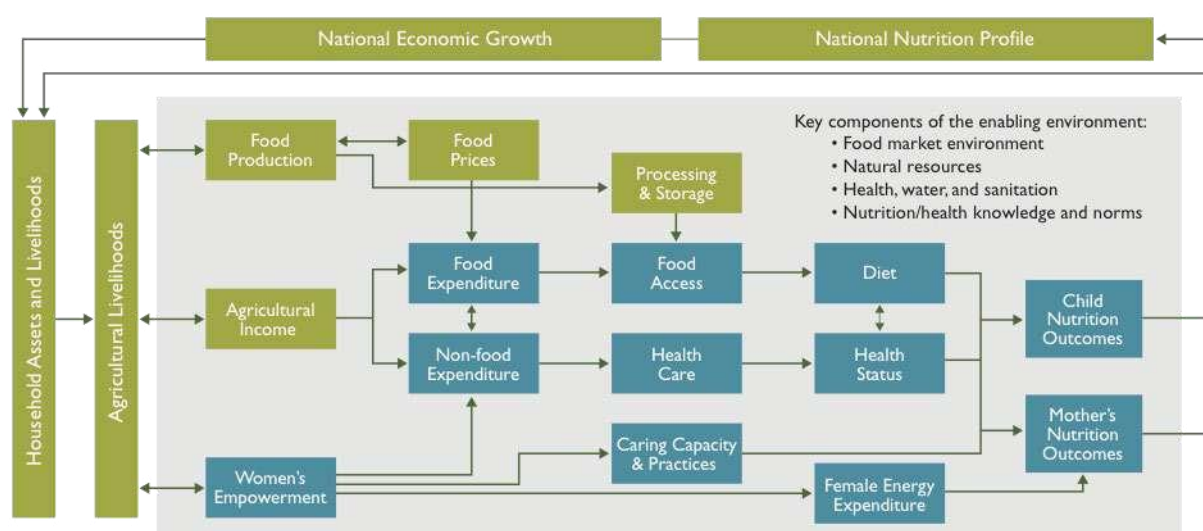


Figure 3 : La deuxième version simplifiée du diagramme avec empowerment, Herforth and Harris 2014, (utilisée pour le programme Spring)

Quelles considérations pour les femmes au sein des exploitations ?

Les différentes variantes du schéma mobilisent un modèle unitaire de l'exploitation agricole dont les racines se basent certainement sur une vision traditionnelle de l'agriculture paysanne occidentale. Ce modèle non universel ne prend pas en compte les nombreux cas où les femmes ont une production, et d'ailleurs aussi un revenu agricole ou extra agricole distinct du mari. La séparation de la production alimentaire et de génération de revenus à partir de cette production dans ces graphiques occulte ces réalités où il n'y a pas de budget unique dans l'exploitation, dont les cas non négligeables de ménages polygames ou ceux avec une femme à leur tête.

L'analyse des différents chemins qui passent par l'autonomisation des femmes montre que les femmes y sont visées en tant que mères plus qu'en tant qu'agricultrices, alors que les besoins de renforcement sont énormes pour ces dernières : l'adoption de technologies améliorées et l'utilisation d'intrants achetés, d'outils motorisés pour le labourage et le transport sont beaucoup plus faibles pour les femmes que pour les hommes, leurs cultures ne font pas ou peu l'objet d'un appui par les services ou projets agricoles, ne sont pas soutenues par les groupements paysans (où les paysannes sont peu représentées), elles ont moins de facilité à mobiliser de la main-d'œuvre familiale gratuite et sont au contraire fréquemment mobilisées par leur époux. Conjugué avec une forte insécurité foncière et un accès difficile à des terres de qualité, tout cela entraîne un déficit important de la productivité des agricultrices, avec un effet indéniable direct et indirect sur leur propre nutrition, celle de leurs enfants et de leur famille. Outre les droits fonciers, d'autres droits ont des répercussions sur les passerelles entre l'agriculture et la nutrition, comme celui de disposer de son corps : l'accès à la contraception pour espacer les naissances pourra enlever beaucoup de pression aux femmes rurales, leur état de santé et leurs charges de travail pendant la grossesse et après l'accouchement.

Quel poids pour quels pouvoirs ?

De toute évidence, la capacité des femmes à accéder à la nourriture pour elles et leurs enfants dépend de leur pouvoir de produire, d'acheter et d'accéder à la nourriture dans la répartition au sein du ménage. Ce pouvoir est aussi lié à un autre

facteur clé mis en avant dans les conceptualisations de l'autonomisation mais dont l'effet met du temps à se produire : l'éducation des jeunes filles et des femmes.

Dans certaines variantes (Herforth and Harris, 2013) du schéma des sept chemins apparaissent les connaissances sur la nutrition et la santé comme un facteur facilitant, mais les résultats des projets nutritionnels restent mitigés quand ces savoirs touchent seulement des mères : si les hommes et d'autres personnes influentes de l'entourage (belles mères et d'autres « gardiennes des traditions ») ne sont pas ciblés par ces messages, les femmes n'ont pas le pouvoir d'imposer des changements alimentaires au sein de leurs ménages.

Dans des études plus récentes, l'IFPRI mesure l'autonomisation dans l'agriculture par le Women's Empowerment in Agriculture Index (WEAI) qui couvre cinq domaines dans l'agriculture : la prise de décision sur la production, la propriété et des décisions sur des ressources, le contrôle sur l'utilisation des revenus, le leadership dans la communauté et l'utilisation de temps (Alkire et al., 2013). En interrogeant les liens entre les éléments du WEAI et la nutrition, les résultats sont mitigés et parfois surprenants : au Bangladesh, la satisfaction des femmes quant à leur pouvoir décisionnel et leur participation à des groupes est positivement corrélée avec l'amélioration du statut nutritionnel des garçons (Malapit 2018), suggérant que cette autonomisation toute relative des femmes se déploie dans le contexte plus large de préférences pour des garçons (et de dépendance vis-à-vis d'eux pour leur vieillesse).

Conclusion

La relation entre les inégalités de genre, l'agriculture et la nutrition est complexe et dépend d'une multitude de facteurs montrant une forte variabilité selon les contextes. Comme toute modélisation, les sept chemins n'en donnent qu'un aperçu réducteur. Le schéma original devait expliquer la situation dans les campagnes indiennes et les variantes successives ont perdu l'ancrage dans un contexte précis.

C'est aussi la finalité de ce schéma qui a changé avec ses transformations : si Headey et ses collègues cherchaient les déperditions ou facteurs perturbateurs qui interviennent entre la production agricole et la situation alimentaire et nutritionnelle des populations, les versions suivantes se sont

inscrites dans des projets qui cherchaient des solutions pour réduire la faim dans le monde, conformément aux attentes des bailleurs de plus en plus d'origine privée. L'autonomisation des femmes s'y trouve donc investie comme une panacée pour permettre une meilleure action de l'agriculture sur la nutrition, mais à l'épreuve du terrain, les situations et évolutions sont trop complexes et diverses pour confirmer cette causalité simpliste.

Si le schéma des sept chemins n'est pas une carte qui dévoile l'emplacement d'un trésor, il reste néanmoins le caractère crucial de l'autonomisation des femmes en soi : l'émancipation individuelle et collective des femmes rurales dans un contexte d'amélioration de leurs conditions de vie par de meilleures infrastructures et un accès à des services efficaces - les chemins vers une meilleure nutrition seront également moins sinueux.

Bibliographie:

Alkire, S., Meinzen-Dick, R., Peterman, A., Quisumbing, A., Seymour, G., & Vaz, A. (2013). The Women's Empowerment in Agriculture Index. *World Development*, 52, 71-91.

Brooks, S., Leach, M., Lucas, H. and Millstone, E. (2009) *Silver Bullets, Grand Challenges and*

the New Philanthropy, STEPS Working Paper 24, Brighton: STEPS Centre.

Gillespie S., Harris J., and Kadiyala S. (2012) *The Agriculture-Nutrition Disconnect in India, What Do We Know?* IFPRI Discussion Paper 01187, Washington, June 2012.

Headey D., Chiu A. et Kadiyala S. (2011) *Agriculture's Role in the Indian Enigma. Help or Hindrance to the Undernutrition Crisis?* IFPRI Discussion Paper 01085, IFPRI, Washington, May 2011.

Herforth, A., Harris, J. (2014). *Understanding and Applying Primary Pathways and Principles. Brief #1. Improving Nutrition through Agriculture Technical Brief Series.* Arlington, VA: USAID/Strengthening Partnerships, Results, and Innovations in Nutrition Globally (SPRING) Project.

Malapit, H., et al (2018), *Empowerment Gaps in Agriculture and Children's Well-Being in Bangladesh*, *Development Policy Review*, doi: 10.1111/dpr.123 (en cours de publication).

Pandey V.L., Dev S.M., Jayachandran U. (2016). *Impact of agricultural interventions on the nutritional status in South Asia: A review.* *Food Policy* 62 (2016) 28-40.

